

La hausse du gaz grève le budget des ménages

Le prix repère augmente de 5,6 % au 1^{er} septembre sous l'effet des tensions persistantes au Moyen-Orient

Il n'y a pas qu'à la station-service que les Français subissent les répercussions de la guerre au Moyen-Orient. Ses effets sont aussi de plus en plus perceptibles sur les factures de gaz. En tout cas pour les 6 millions de ménages dont les contrats sont indexés sur le prix repère de vente du gaz, calculé chaque mois par la Commission de régulation de l'énergie (CRE): celui-ci va augmenter de 5,6 % au mardi 1^{er} septembre, passant de 162,89 euros à 172,05 euros du mégawattheure (MWh), toutes taxes comprises.

De prime abord, l'impact peut sembler assez modeste: la CRE l'évalue à 1,32 euro en moyenne pour ces consommateurs qui représentent environ 60 % des clients résidentiels. Les autres, abonnés à une offre à prix fixe, ne sont pas concernés. «*Mais, rapporté sur l'année, ce prix de septembre équivaut à une augmentation d'une centaine d'euros pour un ménage chauffé au gaz consommant environ 10 000 kilowattheures par an*», calcule Nicolas Leclerc, cofondateur du cabinet Omnegy, spécialisé dans le courtage en énergie. Surtout, le prix repère de vente du gaz, qui constitue une sorte de boussole pour les fournisseurs d'énergie, n'en est pas à sa première hausse: depuis le mois d'avril, il a bondi de près de 24 %.

Et les factures devraient continuer à se renchérir, alors que l'impasse du conflit au Moyen-Orient fait bondir les cours sur les marchés de gros. Lesquels se répercutent sur le prix repère français avec deux mois de décalage. Les tensions de l'été n'annoncent donc rien de bon pour l'automne, quand les températures commenceront à baisser: le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne pour le gaz, a fini le mois d'août en flirtant autour de 68 euros le mégawattheure, son plus haut niveau depuis trois ans. Il a plus que doublé depuis le début de la guerre, fin février.

«L'hiver sera tendu»

Six mois après l'ouverture des hostilités en Iran, le trafic demeure très perturbé dans le détroit d'Ormuz et les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar, soit un cinquième de l'offre mondiale, sont à l'arrêt. «*Il y a du pétrole qui passe, mais pas de GNL, et c'est probablement ce qui reviendra en dernier, car un métha-*

nier [bateau transportant le gaz], ça coûte très cher; il n'est donc pas question de prendre des risques, décrypte Thierry Bros, expert en énergie et professeur à Sciences Po. *Chaque jour qui passe, l'approvisionnement mondial est plus contraint et les discours rassurants entendus au début de la guerre ne tiennent plus. L'hiver, on le sait, sera tendu.*»

La flambée des prix complique la tâche des Européens, qui constituent traditionnellement des stocks de gaz l'été en prévision de la saison froide. Quand les besoins en chauffage augmentent, la molécule soutirée de ces réserves souterraines permet de couvrir jusqu'à un tiers de la consommation de l'Union européenne (UE). Or, les stockages, remplis à 64 % à la fin du mois d'août, n'ont jamais été aussi bas

Dans l'UE, les stocks à la fin du mois d'août n'ont jamais été aussi bas depuis quinze ans à cette période de l'année

depuis quinze ans à cette période de l'année.

Si la France est plutôt bien lotie (69 %), l'Allemagne, premier consommateur de gaz d'Europe, est franchement en retard (52 %). «*Au rythme actuel, l'UE aura du mal à atteindre ne serait-ce que l'objectif de stockage le plus bas, fixé à 75 %, avant le début de la saison de*

chauffage, écrivaient, mardi 25 août, les analystes d'ING. *Cela laisse entrevoir la possibilité d'achats contraints, ce qui accroît le risque de hausse des prix du gaz.*»

Dans une note publiée dimanche 23 août, Goldman Sachs anticipe des prix supérieurs à 100 euros le mégawattheure en décembre. Un niveau nécessaire pour détourner des volumes destinés à l'Asie si les perturbations de l'approvisionnement en provenance du Moyen-Orient se prolongent jusqu'en 2027. «*L'équilibre entre l'offre et la demande se fera par une destruction de la demande*, prédit Thierry Bros. *Des industriels cesseront de produire. Et il y aura une augmentation de la précarité énergétique chez les résidentiels.*»

A priori, cette perspective conforte la stratégie du gouverne-

ment, engagé depuis le printemps dans la mise en œuvre d'un grand plan d'électrification des usages. Dans le logement, il s'agit d'accélérer le remplacement des vieilles chaudières par des pompes à chaleur. Les ventes de ces équipements sont déjà reparties à la hausse ces derniers mois. «*Les mesures du plan doivent aider les ménages, y compris les plus modestes, à faire cette transition*», insiste-t-on au ministère de l'économie, où l'on cite le nouveau dispositif de «*leasing social*» sur les pompes à chaleur qui devrait être prêt à l'automne.

L'enjeu de ce plan est bien de réduire la dépendance des Français aux énergies fossiles importées. «*Mais certains ménages chauffés au gaz n'ont pas toujours la possibilité de basculer, ni à court ni à*

moyen terme. Par exemple, les locataires, ou certaines copropriétés qui font face à des contraintes techniques», alerte Clarisse Berger, chargée de mission énergie et logement à Que choisir ensemble. Ces foyers figurent souvent parmi les plus vulnérables et consacrent déjà 16 % de leur budget à leur facture de gaz, selon une étude de l'association parue au printemps.

Pour ces «*captifs*» du gaz, le seul moyen d'agir est de «*faire jouer la concurrence*» entre les offres des différents fournisseurs, précise Clarisse Berger. De son côté, le gouvernement entend proposer, dans le prochain budget, une reconduction du chèque énergie, cette aide au paiement de la facture énergétique destinée aux ménages les moins aisés. ■

MARIE DE VERGÈS



Installations de production de gaz naturel liquéfié de QatarEnergy, à Ras Laffan (Qatar), le 2 mars. REUTERS